

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de novembre 1997

Excédent de 0,6 milliard de dollars en novembre 1997

Un excédent de 0,6 milliard de dollars a été enregistré en novembre 1997, en comparaison d'un déficit de 0,6 milliard de dollars en novembre 1996. L'amélioration nette, d'une année sur l'autre, de la situation financière de l'administration fédérale a donc été de 1,2 milliard de dollars. Les recettes budgétaires ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (6,6 p. 100), les dépenses de programmes ont baissé de 0,3 milliard de dollars (4,3 p. 100), et les frais de la dette publique ont reculé de 0,1 milliard de dollars (3,7 p. 100).

Au chapitre des recettes budgétaires, les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont grimpé de 0,2 milliard de dollars, en raison principalement des progrès réalisés dans le domaine de l'emploi, les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 0,3 milliard de dollars, hausse surtout attribuable à la vigueur soutenue des bénéficiaires des sociétés, et les rentrées de la taxe sur les produits et services (TPS) ont progressé de 0,5 milliard de dollars, étant donné que la demande des consommateurs est demeurée à un niveau élevé. À l'opposé, les recettes provenant des cotisations d'assurance-emploi ont régressé de 0,4 milliard de dollars, recul tributaire des changements apportés aux exigences en matière de versement qui sont entrés en vigueur en janvier 1997.

La baisse des dépenses de programmes est attribuable à la réduction des dépenses liées aux transferts aux autres administrations, des subventions et autres paiements de transfert, des paiements aux sociétés d'État, ainsi que des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital. Au chapitre des transferts aux autres administrations, la réduction des transferts en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) traduit à la fois la diminution des droits totaux et l'augmentation de la valeur des transferts de points d'impôt. Les transferts au titre des prestations aux aînés et des prestations d'assurance-emploi ont augmenté, cette dernière hausse étant attribuable au calendrier des paiements.

La diminution des frais de la dette publique est attribuable à la réduction des taux d'intérêt réels moyens.

Excédent de 1,4 milliard de dollars d'avril à novembre 1997

Au cours des huit premiers mois de l'exercice 1997-98, le gouvernement fédéral a affiché un excédent de 1,4 milliard de dollars, soit une amélioration de 9,5 milliards de dollars par rapport au déficit de 8,1 milliards de dollars enregistré à pareille date l'an dernier.

Ce revirement est attribuable à la vigueur croissante de l'économie au chapitre des recettes budgétaires, à l'effet des mesures de compression des dépenses de programmes prévues aux budgets de 1994 et de 1995 et, dans une moindre mesure, à des facteurs chronologiques, en particulier l'accélération du versement des cotisations mensuelles à l'assurance-emploi au cours de l'année. Les recettes budgétaires ont grimpé de 5,4 milliards de dollars (6,1 p. 100), les dépenses de programmes ont chuté de 2,9 milliards de dollars (4,4 p. 100), tandis que les frais de la dette publique ont baissé de 1,2 milliard de dollars (4,1 p. 100).

Apport financier de 11,3 milliards de dollars d'avril à novembre

L'excédent budgétaire de 1,4 milliard de dollars et des ressources nettes provenant d'opérations non budgétaires de 4,4 milliards de dollars ont donné lieu à un apport financier de 5,7 milliards de dollars, sans tenir compte des opérations de change, soit une amélioration de 9,5 milliards de dollars par rapport à la même période l'an dernier. Les opérations de change ont aussi procuré au gouvernement des ressources nettes de 5,6 milliards de dollars, pour un apport financier total de 11,3 milliards de dollars, représentant une amélioration de 18,9 milliards de dollars comparativement à la même période en 1996-97. Au cours des huit premiers mois de l'exercice, les prélèvements sur l'encaisse ont diminué légèrement par rapport à la fin de l'exercice 1996-97. Donc, depuis le début de 1997-98, 11,5 milliards de dollars de créances négociables ont été remboursées.

La prudence est de mise lorsque l'on extrapole les résultats mensuels afin d'évaluer le résultat éventuel pour l'exercice dans son ensemble. L'amélioration observée jusqu'ici est attribuable en partie à des facteurs spéciaux – par exemple, l'amélioration réalisée au chapitre des cotisations d'assurance-emploi sera inversée au cours des prochains



La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	novembre		avril à novembre	
	1996	1997	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	11 002	11 723	87 656	93 043
Dépenses de programmes	-8 056	-7 711	-65 617	-62 756
Solde de fonctionnement	2 946	4 012	22 039	30 287
Frais de la dette publique	-3 564	-3 433	-30 157	-28 912
Déficit ou excédent	-618	579	-8 118	1 375
Opérations non budgétaires	1 262	1 642	4 361	4 363
Besoins financiers ou excédent (opérations de change exclues)	644	2 221	-3 757	5 738
Opérations de change	-2 653	1 638	-3 780	5 603
Total des besoins financiers ou excédent	-2 009	3 859	-7 537	11 341
Opérations de la dette non échue	3 019	-105	2 665	-11 510

Remarque : Les chiffres positifs indiquent une source de fonds. Les chiffres négatifs indiquent un besoin.

mois, si bien qu'elle n'aura pas d'incidence sur les résultats budgétaires de l'exercice dans son ensemble – ou à des facteurs ponctuels (par exemple, la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers constatée découle en partie des montants supérieurs d'impôt versés sur production de la déclaration de revenus à l'égard de l'année d'imposition 1996), qui ne se reproduiront pas dans les mois à venir. Dans *La Mise à jour économique et financière* du 15 octobre 1997, le gouvernement a indiqué qu'il équilibrerait le budget au plus tard en 1998-99.

Augmentation des recettes budgétaires d'avril à novembre

D'avril à novembre 1997, les recettes budgétaires ont grimpé de 5,4 milliards de dollars, ou de 6,1 p. 100, en comparaison de la même période l'an dernier. De cette augmentation, environ 0,6 milliard de dollars est attribuable au moment de la réception des cotisations d'assurance-emploi, le reste découlant de la vigueur de l'économie.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont connu une augmentation de 2,9 milliards de dollars, résultat d'une hausse des retenues à la source sur le revenu d'emploi correspondant à la forte croissance de l'emploi et des montants plus élevés d'impôt payés à la déclaration, se rapportant à la croissance du revenu enregistrée pendant l'année d'imposition 1996.
- Les rentrées d'impôt des sociétés ont grimpé de 2,2 milliards de dollars, tandis que les autres impôts sur le revenu, surtout les retenues de l'impôt des non-résidents, ont augmenté de 0,1 milliard de dollars. Ces hausses s'expliquent par le niveau élevé soutenu des bénéficiaires des sociétés, lui-même attribuable au raffermissement de l'économie.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont grimpé de 0,6 milliard de dollars. Cette augmentation correspond à l'effet de la modification des procédures de versement. En janvier 1997, des changements ont été apportés à l'assiette sur laquelle les cotisations sont prélevées, le maximum des gains hebdomadaires assurables ayant été remplacé par le maximum des gains annuels assurables. Par conséquent, les cotisations qui devaient être versées pour le second semestre de l'année civile l'ont été au cours du premier semestre. Ce changement est toutefois sans effet sur le montant versé par les employés et les employeurs pour l'année civile dans son ensemble. Cependant, les personnes qui touchent des gains supérieurs au maximum des gains annuels assurables acquitteront une plus grande part de leurs cotisations au début de l'année civile. Les recettes provenant des cotisations d'assurance-emploi, calculées d'une année sur l'autre, devraient donc également accuser une baisse en décembre 1997. En outre, on vient d'annoncer une réduction des taux de cotisation des employés, qui passent de 2,90 dollars par tranche de 100 dollars de gains assurables en 1997 à 2,70 dollars par tranche de 100 dollars de gains assurables en 1998, ce qui se traduira par une baisse des rentrées en 1997-98 par rapport à celles de 1996-97.
- Les rentrées de taxe sur les produits et services ont grimpé de 1,3 milliard de dollars, en raison principalement de la croissance de la demande des consommateurs.
- La baisse des droits de douane à l'importation est imputable à l'effet des réductions tarifaires aux termes d'accords commerciaux multilatéraux. Les autres taxes

La revue financière

Tableau 2

Recettes budgétaires

	novembre		avril à novembre		Variation en pourcentage (%)
	1996	1997	1996-97	1997-98	
(en millions de dollars)					
Impôt sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	5 341	5 574	42 567	45 435	6,7
Impôt sur le revenu des sociétés	1 094	1 375	8 381	10 531	25,7
Autres	250	202	1 475	1 577	6,9
Total des recettes d'impôt sur le revenu	6 685	7 151	52 423	57 543	9,8
Cotisations d'assurance-emploi	1 571	1 221	12 552	13 196	5,1
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	1 415	1 960	10 247	11 590	13,1
Droits de douane à l'importation	254	269	1 663	1 636	-1,6
Autres taxes et droits d'accise	680	828	5 356	5 690	6,2
Total des taxes et droits d'accise	2 349	3 057	17 266	18 916	9,6
Total des recettes fiscales	10 605	11 429	82 241	89 655	9,0
Recettes non fiscales	397	294	5 415	3 388	-37,4
Total des recettes budgétaires	11 002	11 723	87 656	93 043	6,1

et droits d'accise ont augmenté de 0,3 milliard de dollars, sous l'effet principalement des plus grandes rentrées de taxes sur l'énergie.

- Les recettes non fiscales ont diminué de 2,0 milliards de dollars. De cette diminution, 1,5 milliard de dollars a trait à l'inclusion dans les résultats de 1996-97 du produit de la vente du Système de navigation aérienne, le reste étant principalement tributaire de la baisse des revenus de placement sous l'effet de la réduction des taux d'intérêt.

Baisse des dépenses de programmes d'avril à novembre

Dans les huit premiers mois de 1997-98, les dépenses de programmes ont chuté de 2,9 milliards de dollars, ou 4,4 p. 100, en comparaison de la même période l'an dernier, les dépenses de toutes les grandes composantes, autres que les subventions et autres transferts, ayant enregistré un recul. La baisse des dépenses de programmes est surtout imputable à l'effet des mesures de compression instaurées dans les budgets de 1994 et de 1995 et, dans une moindre mesure, au renforcement de l'économie.

- Les principaux transferts aux personnes ont diminué de 0,3 milliard de dollars, uniquement en raison de la baisse des prestations d'assurance-emploi, les prestations aux aînés ayant affiché une hausse. La diminution des prestations d'assurance-emploi est attribuable au versement de prestations moyennes moins

élevées et à une baisse du nombre de prestataires, principalement sous l'effet des mesures de réforme et d'une baisse du nombre de chômeurs.

- Les principaux transferts aux autres administrations ont chuté de 2,1 milliards de dollars, résultat de la réduction des transferts en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) et de la péréquation. Dans le budget de février 1995, le gouvernement avait fixé à 25,1 milliards de dollars les droits en vertu du TCSPS pour 1997-98, en baisse de 1,8 milliard de dollars par rapport à 1996-97. Ces droits sont versés aux provinces sous forme de transferts de points d'impôt et de transferts en espèces. Le transfert de points d'impôt représente la valeur de la marge fiscale que réserve le gouvernement fédéral aux provinces, ce qui leur permet d'augmenter d'un montant équivalent leurs taux d'imposition sans que les contribuables ne s'en ressentent. La valeur du transfert de points d'impôt augmente donc en fonction de la croissance des assiettes fiscales applicables. Les transferts en espèces, par conséquent, représentent la différence entre les droits et la valeur accrue du transfert des points d'impôt. Comme il s'agit d'une somme résiduelle, les transferts en espèces, qui influent sur les dépenses de programmes, sont établis non seulement grâce au changement des droits, mais aussi à la croissance de la valeur du transfert des points d'impôt. Les transferts en espèces au titre du TCSPS ont diminué de 1,9 milliard de dollars

La revue financière

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	novembre		avril à novembre		Variation en pourcentage
	1996	1997	1996-97	1997-98	
	(en millions de dollars)				(%)
Paiements de transfert					
Particuliers					
Prestations aux personnes âgées	1 852	1 867	14 328	14 711	2,7
Prestations d'assurance-emploi	746	837	7 665	7 023	-8,4
Total	2 598	2 704	21 993	21 734	-1,2
Autres administrations					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 267	982	10 058	8 115	-19,3
Transferts fiscaux	697	839	6 376	6 253	-1,9
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-166	-180	-1 346	-1 423	5,7
Total	1 798	1 641	15 088	12 945	-14,2
Subventions et autres transferts					
Agriculture	81	53	461	371	-19,5
Affaires étrangères	147	111	939	905	-3,6
Développement des ressources humaines	168	98	1 051	883	-16,0
Affaires indiennes et du Nord	256	265	2 510	2 642	5,3
Industrie et développement régional	95	125	854	986	15,5
Anciens combattants	111	112	905	915	1,1
Autres	255	188	1 711	2 098	22,6
Total	1 113	952	8 431	8 800	4,4
Total des transferts	5 509	5 297	45 512	43 479	-4,5
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	69	75	649	597	-8,0
Société canadienne d'hypothèques et de logement	168	153	1 186	1 077	-9,2
Autres	89	88	814	722	-11,3
Total	326	316	2 649	2 396	-9,6
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital					
Défense	764	782	5 644	5 508	-2,4
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 457	1 316	11 812	11 373	-3,7
Total	2 221	2 098	17 456	16 881	-3,3
Total des dépenses de programmes	8 056	7 711	65 617	62 756	-4,4
Frais de la dette publique	3 564	3 433	30 157	28 912	-4,1
Total des dépenses budgétaires	11 620	11 144	95 774	91 668	-4,3

pendant les huit premiers mois de 1997-98, en comparaison de la même période l'an dernier; de ce montant, environ 1,2 milliard de dollars était attribuable à la réduction des droits et le reste était imputable à l'augmentation de la valeur du transfert de points d'impôt. Les transferts au titre de la péréquation ont chuté de 0,1 milliard de dollars. Tel qu'indiqué dans le budget de 1997, ces transferts devaient être inférieurs

en 1997-98, en raison de la baisse de la croissance des recettes provinciales imputable aux réductions d'impôt dans certaines provinces, aux déplacements de population entre les provinces qui reçoivent des paiements de péréquation et celles qui n'en reçoivent pas, ainsi qu'à de fortes recettes tirées des ressources naturelles dans certaines provinces qui reçoivent des paiements de péréquation.

Tableau 4

Déficit et besoins financiers ou excédent

	novembre		avril à novembre	
	1996	1997	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Déficit(-) ou excédent(+)	-618	579	-8 118	1 375
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	-64	-92	696	180
Autres	-110	-9	-404	-150
Total	-174	-101	292	30
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-956	-691	15	299
Comptes de pension de retraite	-185	-195	3 961	3 153
Autres	15	-9	155	-237
Total	-1 126	-895	4 131	3 215
Autres opérations	2 562	2 638	-62	1 118
Total des opérations non budgétaires	1 262	1 642	4 361	4 363
Besoins financiers ou excédent (opérations de change exclues)	644	2 221	-3 757	5 738
Opérations de change	-2 653	1 638	-3 780	5 603
Total des besoins financiers ou excédent	-2 009	3 859	-7 537	11 341

Tableau 5

Besoins financiers ou excédent et opérations de la dette non échue

	novembre		avril à novembre	
	1996	1997	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Total des besoins financiers ou excédent	-2 009	3 859	-7 537	11 341
Opérations de la dette non échue				
Payable en dollars canadiens				
Obligations négociables	3 900	3 500	19 253	10 575
Obligations d'épargne du Canada	5 057	109	3 235	-1 958
Bons du Trésor	-7 800	-3 500	-24 100	-19 000
Autres	315	168	308	160
<i>Sous-total</i>	1 472	277	-1 304	-10 223
<i>Moins dette non échue détenue par le gouvernement</i>	-1 308	-822	-455	-28
Total	164	-545	-1 759	-10 251
Payable en devises				
Obligations négociables	2 743	42	2 743	-236
Billets et prêts	0	0	0	0
Bons du Canada	-89	342	-88	-684
Effets du Canada	201	56	1 769	-339
Total	2 855	440	4 424	-1 259
Total des opérations de la dette non échue	3 019	-105	2 665	-11 510
Variation de l'encaisse	1 010	3 754	-4 872	-169

La revue financière

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et dette au 30 novembre

	1996	1997
	(en millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	3 659	9 175
En devises	15	20
Total de l'encaisse	3 674	9 195
Solde de la dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	272 018	293 138
Bons du Trésor	142 000	116 400
Obligations d'épargne du Canada	34 663	31 535
Autres	3 786	3 627
Total partiel	452 467	444 700
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	1 490	1 115
Total	450 977	443 585
Payable en devises		
Obligations négociables	12 257	12 224
Effets et prêts	0	0
Bons du Canada	6 897	7 752
Effets du Canada	2 079	1 782
Total	21 233	21 758
Total de la dette non échue	472 210	465 343

- Les dépenses de programmes directes, c'est-à-dire le total des dépenses de programmes moins les principaux transferts aux personnes et aux autres administrations, ont baissé de 0,5 milliard de dollars. Sont compris dans cette composante les subventions et autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État ainsi que les frais de fonctionnement et les immobilisations de l'appareil gouvernemental, dont la défense. À la différence de la réduction des droits accordés aux autres administrations, qui est entrée en vigueur en 1996-97, les mesures de compression instaurées dans les budgets de 1994 et de 1995 ont entraîné des réductions importantes à compter de 1995-96. En outre, les mesures de compression annoncées dans le cadre de l'Examen des programmes, prévu dans le budget de mars 1996, réduiront davantage les dépenses de cette composante en 1998-99. À l'opposé, la réduction des transferts en espèces au titre du TCSPS, annoncée lors du dépôt du budget de mars 1996 pour l'exercice 1998-99, n'aura pas lieu. Le gouvernement a proposé que les transferts en espèces pendant la période de

1997-98 à 2002-03 ne tombent jamais sous la barre des 12,5 milliards de dollars – soit le niveau des transferts en espèces actuellement estimé pour 1997-98. Au chapitre des dépenses de programmes directes, les autres paiements de transfert ont augmenté, surtout en raison de la chronologie des paiements associés à la vente du Système de navigation aérienne à NavCan. Pour leur part, les dépenses affectées aux sociétés d'État, à la défense, et toutes les autres dépenses ministérielles ont été inférieures. Ces baisses sont surtout attribuables à l'effet des mesures de compression.

Baisse des frais de la dette publique d'avril à novembre

Les frais de la dette publique ont chuté de 1,2 milliard de dollars, ou 4,1 p. 100, d'une année sur l'autre. Cette baisse traduit la réduction des taux d'intérêt réels moyens sur la dette du gouvernement fédéral, ainsi que la réduction des besoins d'emprunts nets, résultat de l'amélioration de la situation budgétaire dans son ensemble.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.

Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.

Également accessible sur Internet à <http://www.fin.gc.ca/>

This publication is also available in English.

Janvier 1998

